

La productivité, moyen de lutte contre la pauvreté : Étude d'une microinstitution au Pérou

Pierre-Olivier Pineau¹
Université de Victoria

DANS UNE PUBLICATION DE LA BANQUE mondiale sur la perception de la pauvreté par les pauvres et sur ce que les pauvres avaient à dire, Narayan et autres (2000) cernent quatre éléments essentiels parmi les stratégies de lutte contre la pauvreté : commencer avec la réalité des pauvres; investir dans la capacité organisationnelle des pauvres; changer les normes sociales; et encourager les entrepreneurs en développement. Toutefois, le programme d'action de la Banque mondiale, tel qu'élaboré dans *Globalization, Growth, and Poverty* (World Bank, 2002), accorde une priorité aux négociations commerciales et au climat de l'investissement dans les pays pauvres – deux thèmes qu'on n'a jamais retrouvés dans l'analyse de Narayan et autres sur le discours des pauvres sur la pauvreté. S'il est vrai que la *croissance économique* est au premier plan des discussions mondiales sur la pauvreté, ces mots ne viennent pas des pauvres.

Peut-on réduire l'écart entre la voix des pauvres et les stratégies dominantes de lutte contre la pauvreté? La lutte contre la pauvreté peut-elle tenir compte en même temps des quatre éléments essentiels de Narayan et autres (2000) et d'un monde de libre-échange de plus en plus intégré et orienté sur la croissance? Grâce à l'étude d'un

comedor popular (cuisine communautaire) à Lima, Pérou, cet article tente de voir dans quelle mesure la réponse à ces questions peut être positive. Lorsqu'on analyse les mots « institutions », « productivité » et « pauvreté » dans leur sens large et complexe, ils semblent soudainement correspondre davantage à la réalité des pauvres. Les gens pauvres ont en effet besoin de « productivité » pour sortir de la pauvreté. Ils ont donc alors besoin d'institutions qui les aident à être productifs. Cet article décrit le potentiel d'une microinstitution spécifique à augmenter la productivité des femmes pauvres afin de les aider à se sortir graduellement de la misère dans laquelle vivent beaucoup d'entre elles.

La première partie de cet article est une brève recension de la documentation sur la croissance économique et la pauvreté, afin d'établir les relations entre les institutions, la productivité (la principale source de croissance) et la pauvreté. La deuxième partie présente les cuisines communautaires en tant qu'institutions ou, plus précisément, en tant qu'organisations communautaires. Cette partie étudie aussi un *comedor* spécifique, en ciblant son impact sur la pauvreté grâce à une productivité microéconomique accrue. La troisième partie analyse les résultats et offre des

1 L'auteur est professeur adjoint à la School of Public Administration. Cet article découle d'une recherche financée par le Centre de recherches pour le développement international (Canada) sur les accords commerciaux internationaux et le secteur de l'électricité au Pérou (Pineau, 2003). Nous soulignons ici l'aide à la recherche de Marion Brulot. J'exprime ma reconnaissance au Comité de rédaction de *l'Observateur international de la productivité* pour ses commentaires. Vous trouverez la version intégrale de ce texte, de même que cet article, à www.csls.ca, sous Publications et *International Productivity Monitor*. C. électr. : ppineau@uvic.ca.

pistes de recherche, puis vient la conclusion en cinquième partie.

Le triangle : institutions – productivité – pauvreté

Stratégies de croissance : investissement et productivité

On a amplement étudié la croissance économique depuis les contributions de Tinbergen et Solow². Leur apport principal a été de fonder l'analyse de la croissance en fonction de ses deux sources, l'investissement et la productivité. A suivi une documentation sur la comptabilité de la croissance (Jorgenson, 1995), qui examine la production (extrants) d'après trois types principaux d'investissement (intrants) dans chaque secteur économique : l'apport de capital (actifs concrets ou corporels, et actifs incorporels, comme le capital humain); l'apport de travail; et les intrants intermédiaires (matières brutes, énergie). Le ratio extrants-intrants mesure la productivité. Une augmentation de productivité permet de produire plus d'extrants avec le même niveau d'intrants (ou la même production avec moins d'intrants).

Favoriser un développement économique (croissance) entraîne alors des stratégies qui facilitent l'investissement de capital, la création d'emploi, l'utilisation de matières brutes et d'énergie et les améliorations de productivité. La croissance économique, comme on peut s'y attendre, est liée à une incidence plus faible de la pauvreté. En effet, il faudrait une société exceptionnellement injuste pour *accroître* l'incidence de la pauvreté tout en s'enrichissant au niveau de l'ensemble. Beaucoup de preuves

économétriques ont indiqué qu'on peut établir une corrélation entre la croissance et une pauvreté plus faible³. Dans un contexte de lutte contre la pauvreté, on met donc de l'avant des politiques pour favoriser une croissance, basées sur la confiance que la croissance réduit la pauvreté, mais en tenant compte également des difficultés politiques liées à d'autres stratégies de lutte contre la pauvreté (comme des politiques de redistribution)⁴.

Ces politiques, mises en œuvre activement par des institutions internationales, favorisent davantage le libre-échange et un climat d'investissement plus ouvert. Des chercheurs en stratégies ont récemment mis l'accent sur la productivité comme moyen de lutte contre la pauvreté, surtout depuis que la productivité est « le facteur le plus important d'une croissance économique à long terme » (Sharpe, 2002). Dans un monde où le capital disponible est limité, spécialement pour les pays en développement, et où la croissance de la population est rapide, les hausses de productivité sont le seul facteur de croissance qui peut amener une augmentation durable du revenu par habitant. En effet, à long terme et au niveau agrégé, d'autres sources de croissance ne peuvent déboucher sur des augmentations significatives par habitant, car la production supplémentaire provenant de ces sources est proportionnelle aux intrants supplémentaires, lesquels augmentent surtout grâce à une croissance de la population. Cela laisse inchangé le revenu par habitant, à moins qu'on ne réalise une plus grande productivité.

Même si on ne l'admet pas toujours dans les ouvrages sur la pauvreté⁵, on reconnaît de plus en plus que la productivité est un facteur central de

2 Voir Klaassen, Koyck et Witteveen (1959) pour des articles choisis par Jan Tinbergen, et Solow (1970) pour son exposé sur la théorie de la croissance. Jones (2002) présente une introduction sur la théorie de la croissance.

3 On peut trouver un résumé de ces preuves dans CSLS (2003).

4 Voir Dagdeviren, van der Hoeven et Weeks (2002) pour quelques preuves de l'efficacité des politiques de redistribution sur la réduction de la pauvreté.

5 Deux ouvrages récents sur les stratégies de lutte contre la pauvreté (Wilson, Kanji et Braathen, 2001 et Townsend et Gordon, 2002) ne mentionnent même pas « productivité » dans leur index.

la lutte contre la pauvreté. Par exemple, CSLS (2003) prouve abondamment que les augmentations de productivité sont un outil de lutte contre la pauvreté, tandis que Klein (2003) et Rodrik (2002) étudient les déterminants de la productivité dans un contexte de lutte contre la pauvreté. Nous examinons brièvement ces contributions afin de souligner l'importance de la productivité et le rôle de soutien des institutions.

CSLS (2003) examine la documentation économétrique limitée sur la productivité et la pauvreté. Les principaux résultats recensés révèlent qu'une productivité accrue réduit la pauvreté en abaissant le prix des biens, lesquels coûtent moins cher à cause des gains de productivité; ils révèlent également une relation inverse entre les deux variables, c'est-à-dire que la pauvreté a un impact négatif sur la productivité. Sa propre analyse, à la suite de sa recension, se fonde sur deux ensembles différents de données chronologiques d'indicateurs macroéconomiques pour les pays en développement. Elle établit un lien entre la lutte contre la pauvreté et la productivité.

Klein (2003) élabore des recommandations de principe pour réduire la pauvreté, essentiellement grâce à des emplois plus productifs. Le cœur de ses recommandations consiste à mettre sur pied des « institutions ayant du potentiel ». Il considère trois institutions principales comme essentielles : les marchés, les entreprises et le gouvernement. Il décrit les marchés comme spontanés, les entreprises comme « apportant de meilleures pratiques et des emplois productifs dans les secteurs où vivent les pauvres », et le rôle du gouvernement comme établissant le cadre de réglementation qui permet aux entreprises ayant du potentiel (productives) d'émerger. L'apport de Klein se situe au niveau des institutions, mais seulement au niveau macroéconomique.

Rodrik (2002) aborde la croissance à partir des sources habituelles de la croissance, en examinant ses « déterminants plus profonds », qu'il identifie comme étant la géographie, l'intégration du commerce et les institutions. Il analyse ces déterminants pour souligner leur impact sur l'investissement et la productivité, et donc sur la croissance. Il soutient que les institutions ont leur importance en fournissant le cadre stratégique de marché adéquat (grâce aux droits de propriété, aux politiques budgétaire et commerciales, aux lois et à la gestion des conflits).

Les ouvrages sur l'économie évoqués dans cette section reconnaissent les sources de la croissance et accordent une attention spéciale à la productivité. Dans ce contexte, Klein et Rodrik admettent que les institutions sont un déterminant important de la productivité⁶. Toutefois ce courant d'ouvrages ne comble pas l'écart entre la « voix des pauvres » analysée par Narayan et autres (2000) et les macroinstitutions dont on parle. Il faut que la productivité reparaisse au niveau microéconomique si nous voulons la retrouver dans les indicateurs macroéconomiques. En effet, comme le dit Beverley Carlson, « les solutions économiques en elles-mêmes ne sont pas suffisantes et... la productivité et le développement social dépendent tout autant d'un changement des facteurs humains que d'une politique économique » (Carlson, 1999:10). Nous nous attarderons donc dans cet article à une stratégie plus concrète qui permet un développement de la productivité, une stratégie intégrée dans les facteurs humains.

Définition et mesure des institutions, de la pauvreté et de la productivité

Les institutions influencent la productivité, et la productivité est un facteur important de la

6 Même les ouvrages plus théoriques sur la croissance économique admettent le rôle critique des institutions dans la croissance. Voir Jones (2002), au chapitre 7, qui aborde « l'infrastructure sociale ». Dans Klaassen, Koyck et Witteveen (1959:275-278), Tinbergen examine le rôle des institutions dans l'amélioration du bien-être d'une société.

Tableau 1
Typologie des institutions

	Institutions d'État	Institutions de la société civile
Macroéconomiques	Gouvernements nationaux et d'État Administration de district Magistrature	Organisations non gouvernementales (ONG) Associations culturelles/ethniques Syndicats
Microéconomiques	Gouvernements locaux Police locale Cliniques de santé Écoles	Organisations communautaires (OC) Associations de quartier Réseaux familiaux Chefs traditionnels ONG locales

Source : Tableau adapté de Narayan et autres (2000:10).

lutte contre la pauvreté. Ces concepts et ces relations sont généralement acceptés non seulement par les économistes, mais aussi par les chercheurs sociaux qui travaillent directement avec les pauvres (même si, comme on l'indique à la note 5 en bas de page, ils ciblent rarement la productivité). Par exemple, l'analyse de Narayan et autres (2000), qui « étudie la pauvreté au niveau des institutions », utilise un cadre stratégique conceptuel qui reconnaît clairement la relation entre les institutions et la pauvreté. Nous allons maintenant définir et analyser des questions de mesure pour ces trois concepts afin de clarifier la terminologie utilisée dans cet article.

Institutions

On définit généralement les institutions comme des « pratiques importantes » ou des « organisations établies »⁷. Dans les ouvrages sur le développement économique et la pauvreté, quelques chercheurs, comme Douglass North (1990 et 1997), définissent les institutions dans le premier sens :

Les institutions et la façon dont elles évoluent façonnent le rendement économique. Les institutions influent sur le rendement économique en déterminant (de concert avec la technologie utilisée) les coûts d'opération et de production. Elles sont constituées de règles officielles,

de contraintes informelles et de leurs règles d'application... il y a une différence entre les institutions et les organisations. Les premières représentent les règles du jeu; les secondes sont des groupes d'individus liés entre eux par une fonction objective commune (North, 1997).

Toutefois, on peut difficilement passer sous silence un sens plus large des institutions en tant qu'organisations. Concrètement, les institutions se créent et se maintiennent toujours grâce à des organisations. Rodrik (2002), par exemple, estime que les institutions sont les organisations qui développent le cadre stratégique grâce auquel on définit des pratiques. Klein (2003) emploie le mot « institutions » dans les deux sens lorsqu'il identifie les institutions à « marché, entreprises et gouvernement ». Il est clair que « le marché » est une pratique très importante et que les entreprises sont des organisations, tandis que le gouvernement est un mélange des deux.

Dans notre article, nous considérons les institutions comme des organisations, même si leur rôle dans la formation de pratiques importantes est pleinement accepté. Nous faisons nôtre la typologie des institutions élaborée par Narayan et autres (2000). Cette typologie, décrite au tableau 1, fait une distinction entre les institutions de la société civile et les institutions d'État, et entre les institutions macro- et microéconomiques.

⁷ Voir, par exemple, le dictionnaire en ligne Merriam-Webster (www.m-w.com).

Une fois admise l'influence des institutions sur la croissance/productivité/pauvreté, on a élaboré des mesures pour les « institutions ». Par ces mesures, on s'est efforcé de cerner les facteurs critiques du rôle que jouent les institutions dans la croissance, la productivité et la lutte contre la pauvreté⁸. Si l'on peut observer une certaine corrélation entre les « meilleures » institutions et la croissance, il est difficile d'arriver à une conclusion ferme en raison des difficultés que posent le processus de mesure (questions de validité et de fiabilité liées aux mesures institutionnelles) et, par le fait même, la comparaison de mesures entre pays. Toutefois, malgré ces difficultés de mesure, tous admettent que les institutions sont un facteur important du processus de croissance.

Pauvreté

On admet généralement maintenant que la pauvreté est un phénomène multidimensionnel. La Banque mondiale, dans son *Rapport sur le développement dans le monde 2000-2001*, dégage les dimensions suivantes : revenu; santé et éducation; vulnérabilité; silence et impuissance (Banque mondiale, 2001). CSLS (2003) admet aussi que le concept de pauvreté dépasse la simple privation de biens matériels et recense des définitions et des mesures de la pauvreté. Si la plupart des ouvrages ont ciblé la pauvreté du revenu, c'est en grande partie parce qu'il est relativement facile de mesurer un revenu. Les « seuils de pauvreté » de la Banque mondiale, à 1 \$ et 2 \$ par jour⁹, de même que les enquêtes nationales sur la consommation, sont des outils utiles pour suivre l'évolution de la pauvreté. Pour compléter les indicateurs de pauvreté relatifs au revenu, beaucoup de pays ont conçu une méthode pour cerner les « besoins essentiels

non satisfaits » (BENS). Ces indicateurs de pauvreté sont établis, par exemple, à partir des caractéristiques des logements¹⁰.

Même si les indicateurs de pauvreté vont au delà du revenu, le concept de pauvreté n'est pas encore assez vaste. On en vient à se demander si l'on saisit le vrai visage de la pauvreté lorsqu'on réduit la mesure de la pauvreté à des mesures matérielles. Il peut en résulter des politiques mal conçues tout simplement parce qu'on exclut des dimensions importantes, comme le rapportent Narayan et autres (2000). À partir de leur analyse de la pauvreté, telle qu'exprimée par les pauvres, notre document ciblera quatre dimensions de la pauvreté : bien-être matériel; bien-être psychologique; accès à une infrastructure de base; et capacité de gérer des actifs (physiques/humains/sociaux/environnementaux).

Productivité

La productivité est le rapport entre la production (extrants) et les intrants. On peut appliquer cette définition assez facilement au niveau de l'ensemble et au niveau des industries. Toutefois, au niveau microéconomique – pour des organisations dont la production est difficile à mesurer, ou pour des travailleurs individuels – la définition de la productivité devient moins facile. Par exemple, Berman (1998:5), dans le contexte des organisations publiques et des organisations sans but lucratif, définit la productivité comme « l'utilisation efficace et efficiente de ressources pour obtenir des résultats. » Cette définition fait une distinction entre la production (la conséquence immédiate d'une activité) et les résultats (le but ultime de l'activité). L'efficacité se rapporte au degré de réalisation des résultats, alors que l'efficience est plus centrée sur la production.

8 Voir Aron (2000) pour un tour d'horizon des preuves reliant croissance et institutions.

9 Ces montants sont établis à partir du dollar américain à la parité de pouvoir d'achat. Voir Banque mondiale (2001:17) pour plus de détails.

10 Voir la version intégrale de ce document, INEI (1994) et Herrera (2002) pour plus de renseignements sur les BENS au Pérou.

Denison a étudié, dans une perspective appliquée, les sources sous-jacentes de la productivité ou les « déterminants » de la productivité (1972, reproduit dans NRC, 1979:149). Voici sa liste des déterminants de la productivité : allocation des ressources; économies d'échelle; savoir; coût des opérations avec le gouvernement; environnement juridique et humain; intensité de l'utilisation des ressources; flexibilité de la main-d'œuvre; et d'autres déterminants (comme la pression concurrentielle, la qualité de la gestion)¹¹. On peut faire remarquer que tous ces déterminants sont intimement liés aux institutions, ce qui démontre bien le lien entre les deux.

Des problèmes de mesure surviennent aux deux niveaux macro- et microéconomique. Dans les deux cas, les problèmes se résument à celui de l'attribution du prix à des produits pour lesquels il n'y a aucun prix de marché, comme c'est le cas pour les activités réalisées à l'intérieur des ménages ou dans les secteurs des services sans but lucratif ou des services gouvernementaux. En effet, ces secteurs pourraient sembler hautement non productifs car ils utilisent des intrants (surtout du travail) pour lesquels un coût monétaire est clairement précisé, alors qu'il est difficile d'évaluer la valeur monétaire du produit¹².

Si les produits et les résultats hors marché sont exclus d'une analyse de productivité en raison de problèmes de mesure, il pourrait en résulter des conclusions trompeuses. On doit faire une analyse minutieuse des stratégies de développement lorsqu'elles ont trait à des résultats de marché et

hors marché. Dans les ouvrages sur l'économie, l'insistance première sur les valeurs monétaires des activités de marché débouche souvent sur des stratégies de croissance qui excluent les activités hors marché, même si aucune analyse adéquate de leur productivité réelle n'a été réalisée. Cet article tente d'aller au delà de cette myopie méthodologique, en étudiant le cas d'une organisation communautaire péruvienne et en faisant des observations qualitatives sur la productivité individuelle des travailleurs impliqués dans cette organisation.

Le cadre d'analyse

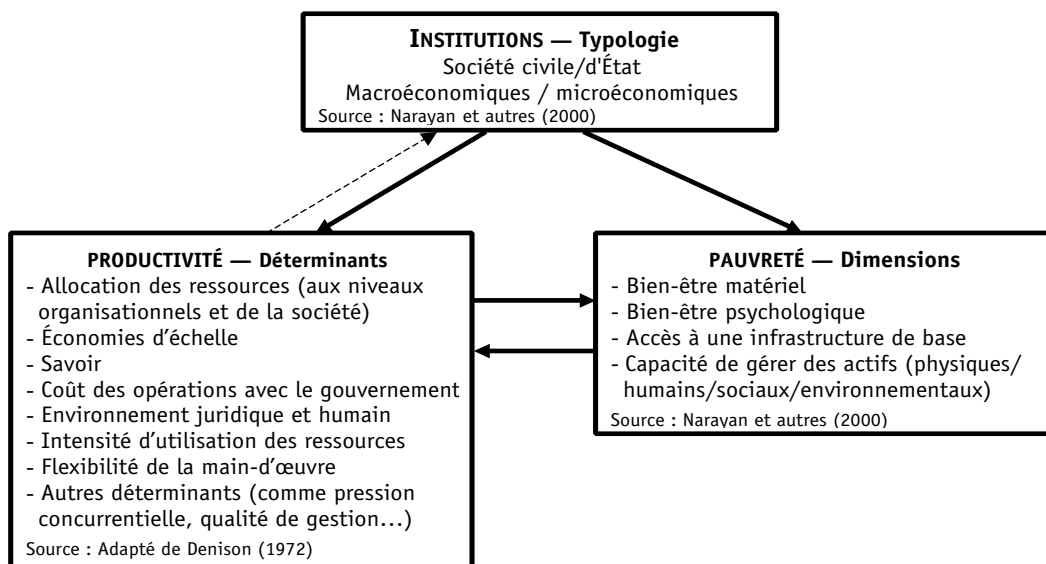
La Graphique 1 résume le cadre d'analyse utilisé lors de cette recherche. Les flèches partant de l'encadré des institutions vers les encadrés de productivité et de pauvreté indiquent l'influence que les institutions ont sur elles, tel que documenté, entre autres, par Aron (2000) et Narayan et autres (2000), respectivement. On trouve une analyse de cette relation « bilatérale », ou cercle vicieux, entre la productivité et la pauvreté dans CSLS (2003:33 et 63) et dans Sharpe, St-Hilaire et Banting (2002). Si, d'un côté, une productivité accrue favorise, entre autres choses, un accès plus facile aux biens matériels (grâce à des revenus plus élevés et/ou à des prix plus bas) et par conséquent réduit la pauvreté, d'un autre côté, un niveau de pauvreté moins élevé apporte un meilleur environnement humain, ce qui favorise la productivité. Rodrik (2002) applique même cette interrelation, ou effet de rétroaction, à la productivité (crois-

11 Il est important de noter que Denison (1972) a utilisé ces éléments pour expliquer la productivité totale des facteurs qui avait été mesurée (c.-à-d. la part de croissance de la production, non prise en compte par la croissance dans le travail, le capital humain et le capital physique), plutôt que la productivité du travail. Il est évident que l'intensité du capital commande la productivité du travail. Mais ces autres déterminants commandent également la productivité du travail par leur impact sur la productivité totale des facteurs. Certaines catégories de cette liste de déterminants ont été fusionnées à partir de la liste originale de Denison (1972).

12 Ce problème est analysé au niveau macroéconomique dans NRC (1979) et dans OCDE (2001a). On retrouve les mêmes problèmes au niveau microéconomique, mais on peut élaborer des indicateurs spécifiques de résultats en remplacement des valeurs monétaires (Berman, 1998). Quelques tentatives pour gérer les difficultés des mesures de productivité hors marché ont été étudiées dans OCDE (1997 et 2001b), tandis que OECD (1998) rapporte des expériences dans différents pays de l'OCDE relatives à l'évaluation des résultats hors marché.

Graphique 1

Le triangle *Institutions - Productivité - Pauvreté*



sance) et aux institutions. En effet, plus la société s'améliore, plus les institutions se renforcent grâce à un accès à plus de ressources.

On retrouve peu de choses dans la documentation empirique au sujet du lien entre les micro-institutions, la pauvreté et la productivité. Toutefois, quelques études abordent directement ce sujet, notamment CEPAL (1995) et Donnelly-Roark, Ouedraogo et Ye (2001). CEPAL présente une série d'initiatives d'amélioration de la productivité dans des secteurs urbains pauvres de la Jamaïque. Ces initiatives, tels que le crédit et l'aide aux entreprises microéconomiques et les programmes de formation professionnelle, sont toutes présentées comme enracinées dans des institutions microéconomiques locales, dont l'objectif est de développer des activités productives. Donnelly-Roark, Ouedraogo et Ye mettent l'accent sur le rôle des institutions microéconomiques (appelées « institutions de niveau local », INL) dans la réduction de la pauvreté. Après avoir étudié des villages et des ménages du

Burkina Faso, ils ont indiqué que des INL de grande qualité réduisaient l'incidence de la pauvreté. La principale contribution de cet article est d'établir un lien entre les institutions microéconomiques et la pauvreté, et d'illustrer par une analyse *pourquoi* ces institutions augmentent la productivité au profit des pauvres, et *comment* elles le font¹³.

Étude du *El Comedor* « *Niños Menesterosos* »

Le mot espagnol *comedor* signifie salle à manger. Il peut également vouloir dire un restaurant ou, lorsqu'on lui adjoint l'adjectif *popular*, un petit restaurant pour la classe ouvrière. Comme ces endroits devenaient de plus en plus nombreux en Amérique latine, le mot *comedor* a commencé à désigner aussi un *comedor popular*. Comme la raison principale derrière la création d'un *comedor* est de mettre en commun des ressources pour cuisiner, on a utilisé en anglais le nom « cuisine collective » (ou « cuisine communautaire ») pour décrire ce type d'organ-

13 Pour deux études péruviennes sur la pauvreté et la productivité microéconomique, voir Pollitt, Jacoby et Cueto (1998) et INEI (2000).

isation. Toutefois, ces expressions ne rendent pas l'idée d'un endroit commun pour *manger*.

Les *comedores* sont des institutions et non pas simplement des organisations, parce qu'à travers leur existence et leurs actions, ils font naître un ensemble de pratiques importantes qui ont un impact multidimensionnel qui dépasse celui que pourrait avoir un simple « restaurant subventionné pour les pauvres ». Garrett (2001) confirme les réalisations et les buts multidimensionnels des *comedores* au Pérou, un pays où ils prospèrent. Naturellement, il y a d'abord la production quotidienne de repas, pour des familles ou des enfants seulement (dans le cas de *comedores infantiles*, ou *comedores* pour enfants). Deuxièmement, il y a la formation de personnel en cuisine et en gestion, qui donne une autonomie aux femmes participantes. Troisièmement, grâce à des responsabilités institutionnelles et opérationnelles, les femmes développent un rôle de leadership dont on trouve peu d'exemples équivalents dans leur société. Les effets secondaires de ces réalisations sont le renforcement des réseaux sociaux, la création de nouvelles activités productives au-delà de services alimentaires et enfin la promotion d'un équilibre du pouvoir entre les sexes.

La documentation sur les *comedores* est peu abondante : voir Garrett (2001), Kamioka (2001), Linkogle (1998) et la version intégrale de ce document. Elle admet aisément les aspects multidimensionnels des *comedores*, leur rôle en tant qu'institutions microéconomiques et leur apport dans la lutte contre la pauvreté. Un point qui n'est pas abordé dans la documentation actuelle sur les *comedores* est leur rôle dans la *productivité* microéconomique, et comment on peut faire progresser les différentes dimensions de la pauvreté grâce à ce rôle qui consiste à améliorer la productivité des individus et l'efficacité avec laquelle on peut produire des biens et services. Dans notre analyse d'un *come-*

dor, nous avons utilisé le cadre d'analyse décrit plus haut pour expliquer comment le rôle institutionnel des *comedores* réduisait la pauvreté en améliorant la capacité productive des individus et en permettant la réalisation d'économies d'échelle dans la production de quelques biens et services.

Contexte général

La pauvreté au Pérou est bien documentée, tant au niveau du PIB par habitant que des BENS¹⁴. À Puente Piedra, dans le district de Lima où est situé le *comedor* étudié dans cet article, le pourcentage des ménages dont tous les besoins essentiels sont satisfaits est de seulement 41 %, par comparaison à 70 % pour l'ensemble de Lima (INEI, 1993). Il n'y a aucune donnée spécifique sur la pauvreté à Laderas de Chillón, un des cinq quartiers de Puente Piedra, dans lequel est situé le *comedor*. Toutefois, c'est probablement la partie la plus pauvre de Puente Piedra en raison de son accès difficile et de son environnement hostile constitué de collines rocheuses et sèches. Laderas de Chillón croît rapidement en raison de l'exode rural.

À Laderas de Chillón, on peut difficilement reconnaître les institutions décrites par Klein (2003), à savoir les marchés, les entreprises et le gouvernement, à l'exception du marché qui est très visible le long des rues (en gravier) où l'on trouve de petites boutiques et des vendeurs ambulants qui offrent des produits de base. Le gouvernement administre une école qui est le plus gros bâtiment du secteur, que fréquentent les écoliers de niveau primaire l'avant-midi, et les élèves de niveau secondaire l'après-midi. Les seuls autres indices de la présence du gouvernement sont un gros réservoir d'eau et une petite clinique de santé. Nulle part on ne trouve de véritables entreprises, c'est pourquoi lorsque Klein dit « qu'elles amènent des meilleures pratiques et des emplois produc-

14 Voir, par exemple, JBIC (2001), Herrera (2002) et la version intégrale de ce document.

Tableau 2

Activités officielles du Comedor Niños Menesterosos à Lima, Pérou, en 2003

	Nombre et fréquence des services offerts	Groupe ciblé	Commentaires
Petit-déjeuner	110/jour, 6 jours/semaine	8 à 16 ans	Chaque repas individuel se vend 1 PEN. La paroisse paye environ 50 % des repas.
Déjeuner	220/jour, 6 jours/semaine 140/jour, 6 jours/semaine	8 à 16 ans 6 mois à 7 ans	
Pâtisseries	800 brioches/jour, 6 jours/semaine	300 pour le <i>comedor</i> 500 pour le public	Trois femmes vendent le pain pour un profit quotidien de 3 PEN chacune (1-2 heures de travail)
Maternelle	16-20 enfants 7 h – 18 h jours d'école	6 mois à 2 ans	Un programme du gouvernement péruvien fournit le salaire des enseignants participant à ces deux activités.
Pré-scolaire	78 enfants 8 h – 12 h jours d'école	3 à 5 ans	
Casse-croûte	Ouvert 6 jours/semaine	Gens du quartier	Rapporte 15 PEN / semaine
Projets alimentaires spéciaux	Variés	Gens du quartier Marché du district	Durant les périodes de récolte des fruits, on fait des confitures pour la vente au détail. Durant la période de Noël, on fait un pain spécial.
Artisanat	Variés	Marché du district Visiteur occasionnel	Sacs traditionnels aux couleurs incas. Bijoux en perles de plastique pour des fêtes municipales.
Leçons d'espagnol	Variés	Femmes autochtones nouvellement arrivées qui parlent quechua	

Nota : Plaçons les chiffres en perspective : Un nouveau sol du Pérou (PEN), la monnaie péruvienne, valait 0,28 \$US où 1 \$US = 3,47 PEN en 2003. Le salaire minimum mensuel officiel au Pérou était 410 PEN en 2000. Ce salaire n'est pas obligatoire dans l'économie informelle.

tifs dans des secteurs où vivent les pauvres », il faudrait une énorme dose de patience, ou d'illusions, avant de pouvoir observer cet apport. Deux types d'organisations communautaires (OC) sont actives à Laderas de Chillón : des églises et des *comedores*. Quelques bailleurs internationaux y oeuvrent également, habituellement par l'entremise des églises.

L'auteur a séjourné deux semaines à Laderas de Chillón en août 2001, et il y est retourné trois fois en mai 2003, pour observer et interviewer les femmes d'un *comedor*, le *comedor* « Niños Menesterosos ». Cette étude repose sur des documents internes du *comedor*, des notes et des observations prises durant ces trois voyages sur le terrain à Laderas de Chillón. Des entrevues informelles ont été réalisées auprès du président

du *comedor*, de ses dirigeants et de ses travailleuses¹⁵.

Depuis la création du *comedor Niños Menesterosos* en 1989, alors qu'on servait des petits-déjeuners à 20 enfants, ses activités se sont multipliées et diversifiées. Le tableau 2 présente chaque activité, avec une estimation du nombre et de la fréquence des services offerts. Il indique également le groupe ciblé auquel s'adressait l'activité et quelques commentaires sur l'activité.

Chaque jour, deux hommes cuisent le pain pour la journée¹⁶, deux travailleuses préparent le petit-déjeuner, six travailleuses sont responsables du déjeuner et trois travailleuses servent la nourriture. Les activités éducatives sont accomplies sous la supervision de travailleuses payées par le gouvernement, mais le

15 Voir la version intégrale pour plus de renseignements méthodologiques et des renseignements sur l'histoire de ce *comedor*.

16 Ces travailleurs sont de jeunes adultes, fils de femmes impliquées dans le *comedor*. Sauf à la pâtisserie, tous les travailleurs sont des femmes.

comedor doit fournir l'espace et une certaine supervision supplémentaire. Une préposée se tient au casse-croûte toute la journée, vendant des bonbons, du pain et de menus articles. Des équipes de bénévoles sont responsables de projets spéciaux.

Dans le *comedor*, un groupe central de cinq personnes supervisent toutes les activités, gèrent le *comedor* et sont responsables des relations avec d'autres OC et ONG. Les employés de ce groupe central sont permanents, à la différence des travailleuses employées dans le *comedor*. Ces dernières, toujours des mères d'enfants dans le besoin, travaillent dans le *comedor* pour des périodes de deux à trois mois. En règle générale, le *comedor* engage des femmes socialement isolées en quête de travail. Elles sont rémunérées en nature pour leur travail : par des repas au *comedor* pour elles-mêmes et leurs enfants; par une formation comme cuisinières, à la vente au détail, aux services et à la supervision d'enfants; et par une intégration dans le réseau communautaire. Toutefois, après trois mois, une travailleuse doit quitter le *comedor* pour donner la chance à une autre femme de vivre l'expérience. Entre janvier et mai 2003, 77 femmes ont eu l'opportunité de travailler au *comedor*. On estime qu'entre 2 000 et 3 000 familles ont mangé et travaillé au *comedor* depuis 1992.

Les activités du *comedor* sont rendues possibles grâce à un mélange d'autofinancement, d'aide locale, d'aide concrète en nature du gouvernement et d'organismes internationaux (par l'entremise de la paroisse et du groupe espagnol *Asociación Laderas*)¹⁷. Le gouvernement péruvien contribue concrètement par un programme national d'aide alimentaire. Il a aussi fourni le terrain sur lequel a été construit la bâtisse grâce à des dons internationaux. Les salaires des enseignants et l'exemption fiscale sont deux autres de ses contributions. Comme

toutes les travailleuses sont bénévoles ou sont payées en nature, les seuls frais sont l'achat de nourriture et les services publics. Dans l'ensemble, toutefois, le *comedor* compte énormément sur les contributions des OC et des ONG. Ces contributions s'élèvent mensuellement à environ 1 500 \$US. Si l'on calcule 470 repas servis quotidiennement, 27 jours par mois, cela revient à une subvention de moins de 0,12 \$US par repas.

En plus des dix autres *comedores* à Laderas de Chillón, des comptoirs alimentaires et des autres restaurants rudimentaires, il y a certainement d'autres fournisseurs qui offrent les mêmes services que ceux du *comedor Niños Menesterosos*. Toutefois, ces autres fournisseurs vendent à des prix plus élevés : 1,5 PEN pour un repas chez les autres *comedores* (qui travaillent sans subventions des OC et des ONG, mais avec la même aide en nature du gouvernement) et 3,5 PEN dans les restaurants. Toutefois le *comedor* de cette étude est unique, car il s'est donné comme mandat de joindre les enfants défavorisés (« Niños Menesterosos ») de Laderas de Chillón. Les familles à revenu plus élevé évitent d'y envoyer leurs enfants s'ils le peuvent, en raison de l'image de « pauvreté » associée au *comedor*.

Cet environnement permet d'établir des mesures rudimentaires de responsabilisation. Le coût, la qualité et la quantité des repas sont facilement comparables à ceux des autres fournisseurs, et les responsables du *comedor* savent que s'ils ne remplissent pas correctement leur mandat, des plaintes présentées à la paroisse pourraient mettre fin à cette source d'aide.

Effets du Comedor sur la productivité et la pauvreté

Aucune mesure spécifique de la productivité et de la pauvreté n'a été élaborée pour cette

17 *L'Asociación Laderas* est une association internationale de bienfaisance, active à Laderas de Chillón. Voir Pastoral Universitaria de Granada (2004) pour plus d'information sur cette organisation.

étude, car l'objectif n'était pas d'obtenir un ensemble de mesures précises. Il s'agissait plutôt de prouver la possibilité de quantifier des améliorations de la productivité individuelle et une réduction significative de la pauvreté locale si l'on concevait des mesures adéquates. Il pourrait quand même être relativement simple de mettre au point des indicateurs de productivité et de pauvreté d'après les déterminants et les dimensions cernés. En ce qui concerne la productivité, les différences dans les habiletés et les revenus entre les ménages qui participent et ceux qui ne participent pas au *comedor* fourniraient des données sur les gains individuels de productivité. En ce qui concerne la pauvreté, on pourrait mesurer les changements au niveau des quatre dimensions en observant l'état des femmes avant et après leur travail dans le *comedor*. On pourrait utiliser une série d'indicateurs (comme le revenu, la confiance en soi, le sentiment d'autonomie et les compétences) pour mesurer le progrès réalisé dans la lutte contre la pauvreté.

Notre hypothèse est que l'existence du *comedor* réduit la pauvreté multidimensionnelle de nombreuses façons différentes. Premièrement, les compétences acquises par les travailleuses lors de leur passage dans le *comedor* augmentent leur productivité dans d'autres formes d'emploi, ce qui les rend plus employables et leur permet de demander des salaires plus élevés que ceux qu'elles auraient été capables de gagner autrement. Cette productivité plus élevée des individus amène aussi une productivité plus élevée de l'ensemble qui, à son tour, met en évidence les avantages de la lutte contre la pauvreté, cernés dans des études macroéconomiques, en abaissant les prix moyens et en augmentant les revenus moyens. Deuxièmement, le *comedor* influe directement sur la pauvreté, en ce sens qu'il aide à satisfaire les besoins essentiels des clientes et les besoins essentiels et multidimensionnels des employées, et par le fait même, il lutte contre la

pauvreté. Troisièmement, ces effets directs sur la pauvreté ont également un impact sur la productivité individuelle. La possibilité de recevoir une formation et des repas subventionnés à un prix abordable permet aux clientes du *comedor* d'améliorer leur santé et leurs compétences, et par le fait même d'occuper des emplois plus productifs, ce qui encore une fois fait augmenter les salaires et, en bout de ligne, influe globalement sur la lutte contre la pauvreté. Enfin, le fait de ne plus recourir à des ménages pour la production des services offerts par le *comedor* signifie qu'on peut réaliser des économies d'échelle, c'est-à-dire qu'on peut produire des repas en grande quantité de façon plus efficiente comme cela se fait au *comedor*. Cet éloignement d'une production faiblement productive par des ménages vers une production communautaire plus productive signifie que la productivité à l'échelle de l'économie est plus élevée, encore une fois entraînant les effets globaux de lutte contre la pauvreté grâce à une productivité macroéconomique.

De façon plus spécifique, au plan qualitatif, nous observons comment chaque déterminant de la productivité (déterminants définis à la figure 1) a un impact positif sur la pauvreté, dans le contexte du *comedor*, une microinstitution. Les déterminants de la productivité s'inspirent de Denison (1972) qui a élaboré cette classification pour mieux comprendre les sources de la croissance économique totale d'un pays. Même si cette classification avait d'abord été conçue pour être utilisée à un niveau général (pays), les gains de productivité surviennent aux niveaux de l'entreprise et de l'individu avant d'être agrégés aux niveaux de l'industrie et de l'économie globale. On peut donc définir des déterminants équivalents de productivité au niveau microéconomique à partir des déterminants macroéconomiques. Comme les déterminants de productivité de Denison sont également utiles au niveau microéconomique, nous les utilisons pour l'analyse du *comedor*. Ce qui nous incite fortement à utiliser

Tableau 3**Matrice récapitulative des incidences possibles de la productivité institutionnelle sur les dimensions de la pauvreté**

Déterminant de la productivité lié à l'institution (<i>comedor</i>)	Dimensions de la pauvreté			
	Bien-être matériel	Bien-être psychologique	Accès à une infrastructure de base	Capacité de gérer des actifs
Allocation des ressources	+	+	+	+
Économies d'échelle	+	=	+	=
Savoir	=	+	=	+
Coût des opérations avec le gouvernement	+	+	=	+
Environnement juridique/humain	=	+	=	+
Intensité d'utilisation des ressources	+	+	=	+
Flexibilité de la main-d'œuvre	=	+	=	+
Concurrence et gestion	+	+	=	+

Nota: Les déterminants de la productivité sont inspirés de Denison (1972).

des déterminants de productivité macroéconomiques à un niveau microéconomique est le fait que Denison mentionne la « qualité de gestion » comme un exemple des « autres déterminants » de productivité (Denison, 1972:24). Clairement, la « qualité de gestion » doit d'abord être observée au niveau de l'entreprise avant de se traduire ensuite en gains de productivité au niveau macroéconomique.

Le tableau 3 résume l'incidence sur les dimensions de la pauvreté que la productivité accrue du *comedor*, de ses employées et de ses clientes a sur les habitants de Laderas de Chillón. Un « + » indique une incidence positive d'un déterminant de la productivité sur une dimension de la pauvreté. Un signe « = » signifie qu'on n'attend aucune incidence directe sur la dimension de la pauvreté. On trouvera dans la version intégrale de ce document une discussion et une justification du contenu du tableau 3, en plus de quelques brefs exemples.

- Allocation des ressources, économies d'échelle, intensité d'utilisation des ressources : le *comedor* peut répartir efficacement le travail, dans le sens d'attribuer les diverses tâches, comme servir la nourriture et préparer le déjeuner, à celles qui sont le plus

aptes à les remplir. Le *comedor* permet de produire des biens et services sur une plus grande échelle que ne le ferait un ménage. Cela améliore le bien-être matériel grâce à la disponibilité de biens et services à un prix abordable, et le bien-être psychologique grâce à une utilisation maximale des compétences des travailleuses. À un niveau individuel, une infrastructure de base, comme l'accès à l'eau, devient disponible grâce aux ressources du *comedor*, et l'attribution de postes de gestion à des travailleuses qui ont acquis suffisamment d'expérience leur donne la capacité de gérer d'autres types d'actifs.

- Savoir, flexibilité de la main-d'œuvre, coût des opérations avec le gouvernement : l'expérience de travail au *comedor* améliore ces trois facteurs de la productivité au niveau de l'individu, et les clients du *comedor* améliorent également leur savoir individuel et leur habileté à transiger avec le gouvernement. On présume que le savoir améliore directement le bien-être psychologique. Toutefois, le bien-être matériel n'est pas directement mais indirectement touché par le savoir, lorsqu'on utilise ce savoir pour obtenir un travail rémunéré.

En général, le *comedor*, en permettant que les déterminants de la productivité deviennent opérationnels dans un contexte institutionnel, crée beaucoup de répercussions positives sur les dimensions de la pauvreté.

Questions soulevées par l'analyse

À Puente Piedra, et plus encore à Laderas de Chillón, le manque d'institutions est flagrant. Le travail de productivité des microinstitutions est tout aussi remarquable. Leur présence favorise des accroissements de productivité chez les plus pauvres de la société, ce qui influe directement et positivement sur les quatre dimensions de la pauvreté. Nous allons maintenant discuter de trois questions soulevées par notre analyse. Premièrement, le manque de mesures plus précises joue-t-il sur les conclusions que nous pouvons tirer, et à quel point? Deuxièmement, quel rôle devraient jouer les microinstitutions par rapport aux macroinstitutions dans des stratégies de lutte contre la pauvreté? Et troisièmement, les pauvres peuvent-ils s'appropriier les mots productivité et croissance?

Mesure des résultats

Une des limites évidentes de l'analyse résumée au tableau 3, relativement à l'indice des déterminants de la productivité sur les dimensions de la pauvreté, est le manque d'une mesure précise. Quel est le taux de réduction de la pauvreté dans chacune des dimensions? Quelle est l'ampleur des gains de productivité obtenue grâce à chaque déterminant? On peut se poser beaucoup de questions mais on ne peut vraiment donner aucune réponse quantifiée à ce stade-ci. Cette absence d'une mesure précise pourrait limiter l'aide et le financement des *comedores populares* dans les stratégies de lutte contre la pauvreté, parce que les gouvernements et les institutions internationales ont besoin de chiffres pour justifier leurs dépenses de programmes. Toutefois,

réduire un programme à ses résultats mesurables et concrètement mesurés pour lui accorder un financement risque de nuire grandement à la mise en œuvre de programmes de lutte contre la pauvreté.

La pauvreté est réelle et ses différentes dimensions, bien qu'elles soient parfois difficiles à mesurer de façon précise, sont maintenant acceptées dans la documentation. Le défi consiste alors à avoir le courage d'investir dans des stratégies dont les résultats peuvent être difficiles à mesurer, plutôt que de ne rien faire. Cela ne veut pas dire de diminuer la responsabilisation des programmes de lutte contre la pauvreté ou de ne pas essayer de mesurer les résultats de ces programmes, mais simplement que des pratiques présentant un certain potentiel d'efficacité, comme celles du *comedor* décrites dans cette étude, ne devraient pas être privées de financement uniquement à cause d'un manque de mesures précises. Il est également important de noter, comme nous en avons parlé brièvement plus haut, la possibilité de concevoir des instruments de mesure capables d'indiquer, jusqu'à un certain point, les gains de productivité et la réduction de la pauvreté associés aux *comedores populares*.

Micro- et macroinstitutions dans les stratégies de lutte contre la pauvreté

On admet l'existence de liens entre les institutions et la croissance et la pauvreté, mais on pense souvent à des « macroinstitutions » plutôt qu'à toutes les institutions. Notre étude souligne l'impact d'une microinstitution et documente la faiblesse des macroinstitutions à Laderas de Chillón de même que la présence limitée sur place d'organisations qui les représentent. Cette situation confirme d'une certaine façon ce que disent Narayan et autres (2000) : les « institutions formelles [macroéconomiques d'État] sont le plus souvent inefficaces et passent

à côté de ce que vivent les pauvres. » Notre conclusion moins radicale est que les macroinstitutions sont essentielles pour la société, mais pour faire face au problème multidimensionnel de la pauvreté, il faut recourir à des stratégies multidimensionnelles qui incluent également les microinstitutions. Des OC comme le *comedor* ont un effet important sur les dimensions de la pauvreté là où des macroinstitutions sont peut-être moins efficaces, par exemple, en ce qui concerne les dimensions du « bien-être psychologique » et de la « capacité de gérer des actifs ». Des macroinstitutions sont plus efficaces lorsqu'il s'agit d'améliorer l'accès à une infrastructure.

Il faudrait mieux reconnaître et approfondir la complémentarité de différents types d'institutions dans leur lutte contre la pauvreté. On n'a pas encore trouvé la composition optimale des stratégies institutionnelles dans la lutte contre la pauvreté. Il est aussi urgent d'étudier la meilleure façon de canaliser une aide adéquate vers des microinstitutions afin qu'elles n'aient jamais à dépendre d'un financement incertain. Comme de petits investissements peuvent avoir des effets multidimensionnels significatifs, concevoir des structures de financement stables est primordial pour la réussite des stratégies de lutte contre la pauvreté.

Productivité et croissance : le vocabulaire des pauvres

L'écart entre la voix des pauvres et les stratégies prédominantes de lutte contre la pauvreté est considérable. Mais lorsqu'on analyse les mots « institutions », « productivité » et « pauvreté » dans leur sens élargi et complexe, ils semblent correspondre soudainement à la réalité des pauvres. La « productivité » est ce dont les pauvres ont besoin pour sortir de la pauvreté. Et pour cela, ils ont besoin d'institutions qui les aident à être productifs. Cet article a démontré comment un *comedor* spécifique, une microinstitution, pouvait améliorer la productivité de beaucoup de

femmes pauvres de Laderas de Chillón, et les aider à se sortir de la misère dans laquelle vivent nombre d'entre elles.

Des objectifs de croissance peuvent être entièrement compatibles avec la réalité des pauvres si l'on ne réduit pas la croissance à une dimension, c'est-à-dire au PNB par habitant. Mais lorsque nous utilisons les mots « productivité » et « croissance » dans leur sens inclusif, l'écart entre les réalités micro- et macroéconomiques commence à disparaître.

Conclusion

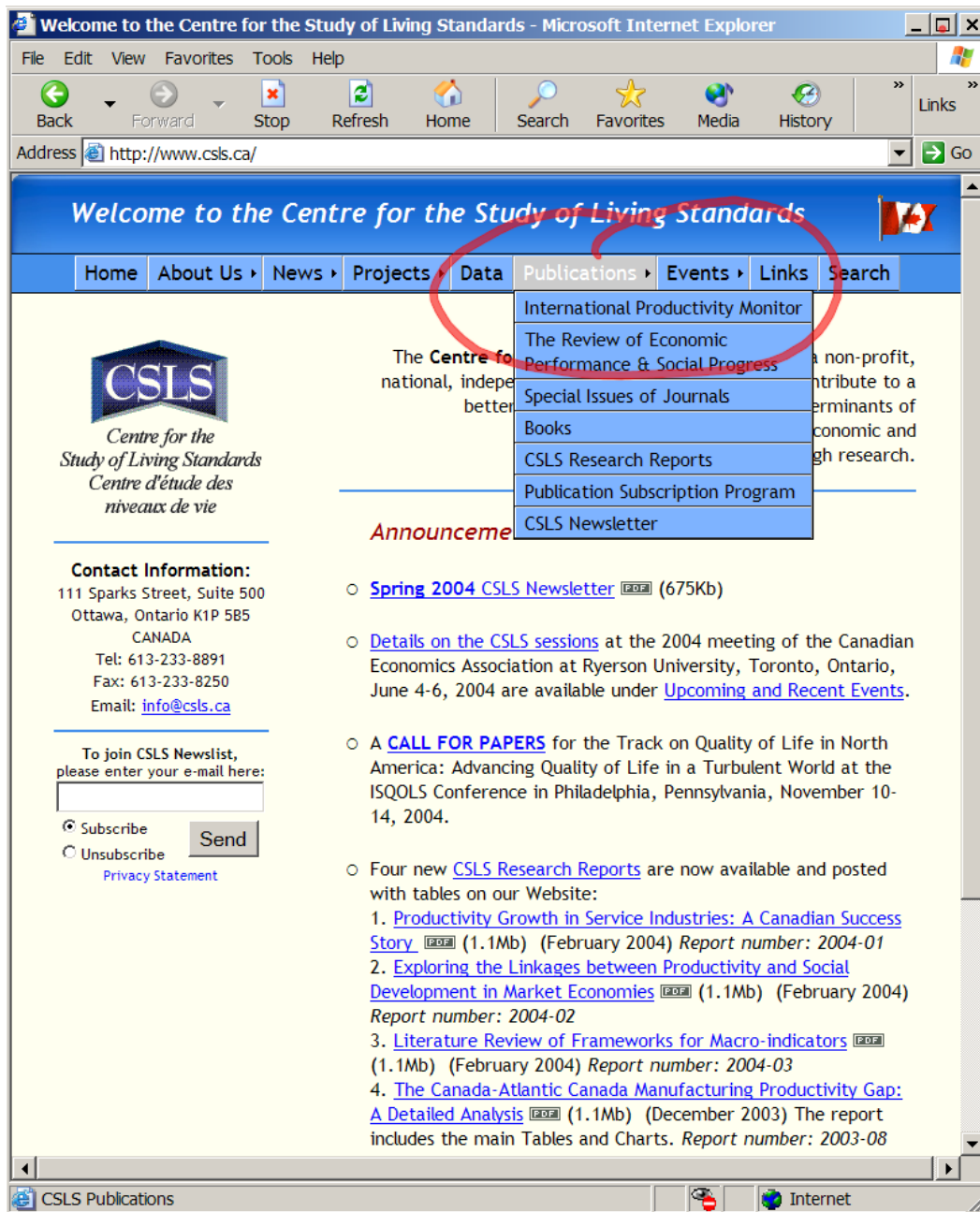
Dans cet article, nous avons examiné des stratégies de croissance et leur effet sur la productivité et les institutions dans les stratégies de lutte contre la pauvreté. Nous avons élargi l'interprétation de ces stratégies afin d'inclure des microinstitutions et nous avons utilisé une approche multidimensionnelle pour définir la pauvreté. Grâce à ce cadre de référence, nous avons pu analyser une organisation communautaire, à savoir un *comedor* péruvien. Nous avons analysé les nombreux effets positifs de la productivité sur la pauvreté qui sont liés au *comedor*. Dans un contexte où l'aide d'institutions gouvernementales et de macroinstitutions est extrêmement limitée, nous avons démontré l'efficacité du *comedor* à pouvoir lutter efficacement contre la pauvreté.

Même si des problèmes de mesure risquent d'atténuer l'attrait des stratégies liées aux microinstitutions, ces problèmes ne devraient pas nous empêcher de mettre en place des stratégies potentiellement efficaces. Il reste encore à trouver la composition optimale des macro- et microinstitutions, où la croissance et la productivité correspondent à la réalité des pauvres et influent sur les quatre dimensions de la pauvreté que connaissent trop bien les pauvres. Ce n'est que lorsqu'une telle stratégie multidimensionnelle sera mise en place que les pauvres et les riches parleront le même langage.

Références

- Aron, J. (2000) « Growth and Institutions: A Review of the Evidence », *The World Bank Research Observer*, Volume 15, Number 1, pp. 99-135.
- Banque mondiale (2001) *Rapport sur le développement dans le monde 2000-2001 : Combattre la pauvreté*, (New York:Oxford University Press).
- Berman, E. M. (1998) *Productivity in Public and Non-profit Organizations: Strategies and Techniques*, (Thousand Oaks:Sage Publications).
- Carlson, B. (ed.) (1999) *Social dimensions of economic development and productivity: inequality and social performance*, Restructuring and Competitiveness Network, Division of Production, Productivity and Development, Santiago de Chili, ECLAC.
- Center for the Study of Living Standards (2003) « Productivity Growth and Poverty Reduction in Developing Countries », Background Paper prepared for the 2004 *World Employment Report* of the International Labour Organization, CSLS Research Report 2003-06, (Ottawa).
- Comisión Económica Para América Latina y el Caribe (1995) *Productividad de los Pobres Rurales y Urbanos*, Cuaderno de la CEPAL, 72, Santiago de Chile.
- Dagdeviren, R., R. van der Hoeven et J. Weeks (2002) « Poverty Reduction with Growth and Redistribution », *Development and Change*, Volume 33, Number 3, pp. 383-412.
- Denison, E. F. (1972) « Classification of sources of growth », *Review of Income and Wealth*, Volume 18, Number 1, pp. 1-25.
- Donnelly-Roark, P., K. Ouedraogo et X. Ye (2001) *Can Local Institutions reduce poverty? Rural Decentralization in Burkina Faso*, Policy Research Working Paper 2677, Africa Region, Environment and Social Development Unit, (Washington, D.C.:World Bank).
- Garrett, J. L. (2001) *Comedores Populares: Lessons For Urban Programming From Peruvian Community Kitchens*, (Washington:International Food Policy Research Institute).
- Herrera, J. (2002) *La Pobreza en el Perú – Una visión departamental*, (Lima:Instituto Nacional de Estadística e Informática).
- Instituto Nacional de Estadística e Informática (1993) *Información Socio Demográfica - Consulta por Áreas Geográficas (UBIGEO)*, base de données électronique, www.inei.gob.pe.
- Instituto Nacional de Estadística e Informática (1994) *Perú: Mapa de Necesidades Básicas Insatisfechas de los Hogares A Nivel Distrital*, publication électronique, www.inei.gob.pe/bibliointepub/bancopub/Est/Lib0068/n00.htm.
- Instituto Nacional de Estadística e Informática (2000) *Impacto de los Servicios Públicos de Salud sobre la Productividad y pobreza – Resultados de la Encuesta Nacional de Hogares 1997-1998*, Lima.
- Japan Bank for International Cooperation (2001) *Poverty Profile – Executive Summary Republic of Peru*, Tokyo.
- Jones, C. I. (2002) *Introduction to Economic Growth*, second edition, (New York:W.W. Norton).
- Jorgenson, D. W. (1995) *Productivity – Volume 1 Post-war U.S. Economic Growth*, (Cambridge:The MIT Press).
- Kamioka, N. (2001) *Women's Voluntary Groups in Lima, Peru – Comedores Populares*, préparé pour présentation à l'assemblée 2001 de la Latin American Studies Association, <http://lasa.international.pitt.edu/Tracks2001/ECO.htm>.
- Klaassen, L. H., L. M. Koyck et H. J. Witteveen (1959) *Jan Tinbergen – Selected Papers*, (Amsterdam:North-Holland Publishing).
- Klein, M. (2003) *Ways Out of Poverty, Diffusing Best Practices and Creating Capabilities – Perspectives on Policies for Poverty Reduction*, (Washington, D.C.:World Bank).
- Linkogle, S. (1998) « Soya, Culture and International Food Aid: The Case of a Nicaraguan Communal Kitchen », *Bulletin of Latin American Research*, Volume 17, Number 1, pp. 93-103.
- Narayan, D., R. Patel, L. Schafft, A. Rademacher et S. Koch-Schulte (2000) *Can Anyone Hear Us? Voices of the Poor series*, (New York and Washington, D.C.:Oxford University Press and World Bank).
- National Research Council (1979) *Measurement and Interpretation of Productivity*, Washington.
- North, D. C. (1990) *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, (Cambridge:Cambridge University Press).
- North, D. C. (1997) *The contribution of the New Institutional Economics to an Understanding of the Transition Problem*, WIDER Annual Lectures 1, (Helsinki:United Nations University, World Institute for Development Economics Research).
- Organisation de coopération et de développement économiques (1998) *Compte rendu de la réunion de 1998 d'experts en comptabilité nationale tenue à l'OCDE*, STD/NA(98) Main papers, Paris.
- Organisation de coopération et de développement économiques (2001a) *Mesurer la productivité : mesurer la croissance de la productivité par secteur et pour l'ensemble de l'économie* : manuel de l'OCDE, Paris.
- Organization for Economic Cooperation and Development (1997) *Productivity measurement for non-market services*, STD/NA(97)14, Paris.

- Organization for Economic Cooperation and Development (2001b) *Non-Market Output – Recent Work By The Australian Bureau Of Statistics*, STD/NA/RD(2000)04, Paris.
- Pastoral Universitaria de Granada (2004) *Misiones – Proyecto Laderas en el Perú*, <http://www.ugr.es/~delepast/laderas.htm>.
- Pineau, P.-O. (2003) *International Trade Agreements and the Peruvian Electricity Sector*, Documento de Trabajo No 13, Oficina de Estudios Económicos, Lima, Organismo Supervisor de la Inversión en Energía (OSINERG).
- Pollitt, E., E. Jacoby et S. Cueto (1998) « Evaluation of a school Breakfast Program in Peru », in *Nutrition, Health and Child Development*, (Washington, D.C.:PAHO/World Bank).
- Rodrik, D. (2002) *Institutions, Integration and Geography – In Search of the Deep Determinants of Economic Growth*, introduction to an edited volume of analytic growth narratives. www.ksg.harvard.edu/cbg/research/rodrik.htm.
- Sharpe, A. (2002) « Productivity Concepts, Trends and Prospects: An Overview », dans Sharpe, St-Hilaire et Banting [NDT The Review of Economic Performance and Social Progress] (2002).
- Sharpe, A., F. St-Hilaire et K. Banting (eds.) (2002) *Towards a Social Understanding of Productivity: Second Issue of the Review of Economic Performance and Social Progress*, (Ottawa and Montreal:Centre for the Study of Living Standards, Institute for Research on Public Policy and McGill-Queens University Press).
- Solow, R. M. (1970) *Théorie de la croissance économique*, Collection U. sciences économiques et gestion, Paris, Colin, 1972.
- Townsend, P. et D. Gordon (eds.) (2002) *World Poverty: New Policies to Defeat an Old Enemy*, (Bristol:The Policy Press).
- Wilson, F., N. Kanji et E. Braathen (eds.) (2001) *Poverty reduction: what role for the state in today's globalized economy?*, (London:Zed Books).
- World Bank (2002) *Globalization, Growth, and Poverty: Building An Inclusive World Economy*, (New York and Washington, D.C.:Oxford University Press and World Bank).



Many of the articles are drawn from longer articles... they too are available under Publications\International Productivity Monitor at www.csls.ca

PUBLICATIONS N° 40049476
CORRESPONDANCE NE POUVANT ÊTRE LIVRÉE AU CANADA
CSLS
500-111 RUE SPARKS
OTTAWA ON K1P 5B5
Courriel : csls@csls.ca